

# « UN CONTINENT TURBULENT ET PUISSANT QUEL AVENIR POUR L'EUROPE ? » (ANTHONY GIDDENS)

Giorgio Garbasso | *assistant de recherche à Notre Europe - Institut Jacques Delors*

Dans son dernier ouvrage intitulé *Turbulent and mighty continent. What future for Europe?*, Anthony Giddens offre une analyse approfondie de l'état de l'Union et de ses défis à venir. Selon lui, son déficit démocratique et de leadership devrait conduire à faire un bond en avant vers une solution fédéraliste et à repenser le projet européen comme une *communauté de destin*.

Anthony Giddens<sup>1</sup> a tiré le titre de son livre<sup>2</sup> d'un discours fait par Churchill à la fin de la Seconde guerre mondiale, dans lequel le premier ministre britannique dépeignait l'Europe comme un « continent turbulent et puissant » et présentait sa vision des « États-Unis d'Europe ». À ce jour, il n'y a pas d'États-Unis d'Europe, nous dit Anthony Giddens « l'Europe n'est plus puissante, mais elle est redevenue turbulente, car des conflits et des divisions ne cessent d'apparaître au sein du continent ».

Dans cet ouvrage, Anthony Giddens offre une analyse approfondie de l'état de l'Union et de ses défis à venir. La survie de l'euro constitue une priorité, mais ce n'est sûrement pas le seul élément nécessaire à la reprise. Le problème structurel de l'UE, à savoir son déficit démocratique et de leadership, oblige à faire un bond en avant vers une solution fédéraliste et à repenser le projet européen comme une *communauté de destin*.

## 1. Conflits et interdépendance : une communauté de destin

L'auteur explique les conséquences d'une monnaie unique sans pouvoir souverain : « La création de l'euro visait en partie à renforcer l'intégration politique au sein de l'UE. Elle a en fait favorisé la crise qui détourne aujourd'hui les citoyens du projet européen dans son ensemble ». Des clivages nord-sud et zone euro/UE voient le jour, le Royaume-Uni détourne son regard de l'UE et les sentiments anti-Allemands sont de plus en plus répandus. Il n'y a pour l'instant pas de sentiment d'appartenance, dit-il, pas de racines émotionnelles qui rassemblent les Européens. « La perspective d'un conflit militaire opposant les différentes nations européennes semble, heureusement, loin de nous [...] Mais

il est juste de s'inquiéter des fantômes qui se tiennent prêts à ressurgir si l'UE commençait à se désintégrer ».

Cependant, pour A. Giddens « nous sommes en présence de deux phénomènes, imbriqués l'un dans l'autre : la division et le conflit, bien sûr, mais aussi l'intégration ». Ces dernières années ont vu l'émergence d'un espace politique transeuropéen. Les citoyens et les leaders politiques sont devenus conscients de leur interdépendance politique. « Poussée précisément par la profondeur de la crise actuelle, l'UE a fait l'expérience d'une communauté de destin comme jamais auparavant ». A. Giddens explique clairement qu'une intégration accrue est le seul moyen pour l'Union de lutter efficacement contre les problèmes auxquels elle est confrontée aujourd'hui.

## 2. Légitimité, leadership et institutions démocratiques

L'Europe souffre d'un manque de démocratie et de leadership efficace. L'auteur identifie trois éléments, qui expliquent l'évolution et les difficultés de l'Union, et qui se retrouvent en l'absence de leadership démocratique.

- L'Europe de la méthode Monnet – qu'il nomme UE1 – dans laquelle un système de prise de décision lent et complexe, impliquant la Commission, le Conseil et le Parlement, superpose des couches de bureaucratie à travers tous les États membres.
- L'UE2, qui prend le pas lorsque des décisions rapides et importantes doivent être prises et qu'il n'est pas possible de passer par les processus institutionnels classiques. C'est là que le pouvoir réside, dans des décisions prises essentiellement en coulisse par les leaders des États clés, et en première

ligne par Angela Merkel, « présidente officieuse de l'Europe »).

- Parfois, en l'absence d'UE2, intervient ce que l'auteur qualifie d'« Europe de papier », qui consiste en un ensemble de projets, feuilles de route, etc. qui demeurent souvent au stade de simples aspirations, car il n'existe aucun moyen concret pour leur réalisation.

L'UE court le risque de glisser vers le mode de fonctionnement lent de l'UE1 alors qu'elle a des problèmes urgents à résoudre. « La difficulté centrale en Europe n'est pas la domination de l'Allemagne en tant que telle, mais les incapacités de l'UE1, aussi bien quant au manque d'implication démocratique que d'absence de leadership efficace ».

L'auteur recommande à l'UE de mettre en place des réformes *bottom-up* telles que « l'élection directe d'un président européen, qui constituerait le meilleur moyen de combiner leadership et légitimité populaire ». Les mécanismes gouvernementaux devraient être réorganisés et réformés en prenant en compte la transparence par une sorte de démocratie de contrôle exercée par les citoyens sur leurs leaders, ce qui impliquerait une plus grande responsabilité de leur part et des changements structurels. L'UE devrait développer un réseau de médias transeuropéens, faire de l'anglais la langue officielle de l'UE et aider les ONG à se reconnecter avec leurs bases. L'auteur insiste sur le fait que « transformer l'union en *communauté de destin*, au sens positif de l'expression, signifie construire une solidarité et un sentiment d'appartenance à l'UE dans son ensemble plutôt qu'aux nations ou aux régions qui la constituent ».

### 3. Stratégies de croissance

Anthony Giddens aborde la stratégie économique/industrielle ainsi qu'un ensemble de propositions que l'UE devrait mettre en place du niveau local au niveau transnational afin de parvenir à une croissance intelligente. Les progrès dans la mise en place de l'union bancaire et budgétaire (et donc l'acceptation par l'Allemagne de la mutualisation de la dette) sont d'une importance capitale pour le déblocage des crédits nécessaires aux investissements et au retour de la croissance. Néanmoins, l'auteur parle de la Grèce comme du « doigt dans la digue » de la zone euro et considère qu'un « retour de la croissance en Grèce n'est pas simplement emblématique. Si la Grèce revenait ne serait-ce qu'à un semblant de prospérité, cela serait un tournant d'une importance capitale pour l'Europe

dans son ensemble ». « Un plan d'investissement pour la Grèce soutenu par l'UE devrait viser à améliorer les performances des secteurs publics et privés au travers d'aides et de conseils professionnels ciblés - il s'agirait donc d'étendre ce qui existe actuellement ». Il devrait aussi concerner l'évasion fiscale et assurer la traçabilité des comptes *offshore*.

Le sociologue est un fervent partisan de la réindustrialisation de l'Europe et des technologies numériques. Même si la croissance viendra du secteur des services, la frontière entre industrie et services pourrait s'effacer progressivement. Grâce aux imprimantes 3D, les ordinateurs vont pouvoir directement fabriquer des biens et nous pourrions assister à un retour de la production artisanale et voir les PME rivaliser avec les grandes entreprises (avec des gains évidents en termes de réduction des émissions de dioxyde de carbone). Les technologies numériques ont montré qu'elles peuvent accroître la productivité plus que tout autre type d'investissement réalisé par une entreprise. Aussi souligne-t-il l'importance de « la création d'un marché unique numérique qui pourrait être une aide décisive pour une reprise économique durable » et permettrait d'étendre et de parachever le marché unique européen.

Pour Anthony Giddens, la réindustrialisation de l'Europe impliquerait aussi de « faire revenir les emplois en Europe », à la manière de la relocalisation qui fait aujourd'hui revivre le « Made in USA », profitant d'une productivité élevée, d'une énergie bon marché et de la hausse des salaires en Chine. Il est également vital de « faire revenir les capitaux » afin de retrouver les ressources absolument nécessaires aux dépenses et investissements intérieurs. L'auteur souligne qu'agir contre les paradis fiscaux et plus généralement contre l'évasion fiscale est bien plus facile aujourd'hui que cela ne l'était il y a quelques années. La volonté politique est plus forte en période de crise et à l'heure d'Internet, quand les secrets deviennent beaucoup plus difficiles à garder.

### 4. Risques et opportunités : changements climatiques, migrations et Europe sociale

L'auteur avance que nous vivons aujourd'hui dans une société à hauts risques, qui présente également de nombreuses opportunités, notamment en raison de notre nouvelle interdépendance mondiale et grâce à l'accélération de nos connaissances scientifiques et techniques. L'imbrication complexe et imprévisible des risques et opportunités est notamment développée

dans trois domaines : l'État providence, les changements climatiques et le multiculturalisme.

Pour commencer, Anthony Giddens se demande si le modèle social peut survivre et de quelle manière il peut s'adapter à une difficile période de rigueur économique. Ayant généralement sous-estimé ses liens avec la prospérité économique, l'État providence devrait désormais évoluer vers une forme d'État plus interventionniste en matière d'investissement social aux prises avec la création de richesses, et passer d'un État providence négatif à un État providence positif qui promeut l'éducation et la valorisation des talents, les choix de vie active ainsi que la participation sociale et économique. Évoquant l'insertion professionnelle, il défend le concept de « flexisécurité ». L'État providence classique minimise les risques en assurant une certaine sécurité en matière de santé et d'emploi, mais A. Giddens estime que « la sécurité pourrait être souvent assurée par une acceptation active des risques plutôt que par des tentatives de les réduire, en particulier dans un monde qui évolue aussi vite que le nôtre ». Par conséquent, il souligne l'importance de la flexibilité du marché du travail, associée à l'éducation et à des programmes de formation continue. Il évoque également le besoin d'un système d'État providence commun dans toute l'UE, ce qui pourrait avoir des effets positifs sur la création d'un vaste marché du travail paneuropéen. Nombre de nouvelles technologies numériques et robotiques pourraient également être utilisées afin d'accroître la rentabilité de l'État providence dans des secteurs tels que l'éducation, la santé ou le milieu carcéral.

Anthony Giddens plaide en faveur d'une politique européenne en matière de changement climatique. « L'UE souhaite devenir le leader mondial en matière de lutte contre le réchauffement climatique, mais les deux projets sur lesquels l'Union a misé, à savoir le système communautaire d'échange de quotas d'émission (ETS) et le programme de l'ONU, se sont jusqu'ici avérés inefficaces ». Le système ETS constituait le projet-phare de l'Europe pour la réduction de gaz à effet de serre mais il « fait face au même dilemme que l'euro : il doit être soit renforcé de manière conséquente, soit abandonné ». Mettant à l'épreuve son hypothèse d'une société à haut risque et à grandes opportunités, A. Giddens examine les failles du principe de précaution et la manière dont il entrave le développement de technologies innovantes, pour finalement exhorter qu'il soit remplacé par une procédure d'analyse des risques en terme de coûts et bénéfices. Il souligne ensuite l'importance pour l'UE de continuer à faire de la recherche la principale priorité (une avancée

dans le stockage de l'énergie pourrait être déterminante pour les énergies renouvelables). Étonnamment, il avoue lui-même « soutenir l'énergie nucléaire à contrecœur ». Il dit aussi que le gaz de schiste pourrait changer la donne en réduisant l'utilisation du charbon et, en dépit des risques inhérents à l'enfermement dans une technologie exclusive (*lock-in*), s'avérer indispensable pendant une période transitoire.

En nous rappelant l'importance de l'immigration comme moteur de croissance pour l'Europe, l'auteur étudie la portée des valeurs, des identités et des cultures dans l'UE. Le multiculturalisme, qui, comme le rappelle l'auteur, se définit comme l'intégration de groupes culturels étrangers dans une société donnée, « a été créé avant que la mondialisation n'atteigne le niveau qu'elle a aujourd'hui et [...] est encore renforcé par l'universalisation que représente Internet ». Lorsque « la superdiversité règne » et que les avancées technologiques augmentent la capacité de connexion des émigrés, le sentiment d'appartenance à une seule identité disparaît pour de nombreux individus. Par conséquent, l'auteur suggère de passer du multiculturalisme à l'interculturalisme, terme qui reflète mieux la dynamique de croisement des cultures, qui ne sont plus considérées comme des ensembles cohérents et distincts. L'interculturalisme est la dimension culturelle de la société à hauts risques et grandes opportunités. Elle ne cherche pas simplement à intégrer les minorités, mais à offrir une vision à la société.

## Conclusion : vers quelle Europe fédérale ?

Toutes les analyses mentionnées ci-dessus convergent vers ce qui semble être l'exigence de l'auteur la plus urgente pour l'Union européenne : une Europe fédérale. Une Europe UE1 est incompatible avec un monde toujours plus rapide et un leadership de type UE2, avec l'Allemagne en tête, est par nature fragile et ne peut durer indéfiniment. Cela souligne qu'il « est de l'intérêt de l'Allemagne d'échapper à cette camisole de force qu'est le leadership de l'Europe façon UE2 » et que c'est à l'UE2 de permettre ce pas vers le fédéralisme. Selon A. Giddens, le but serait simultanément de renforcer la participation démocratique et de créer une sorte d'UE3, avec un meilleur leadership et une légitimité politique accrue.

Cependant, comme le fait remarquer l'auteur, si certains reconnaissent le besoin d'une plus grande intégration politique, tous ne sont pas d'accord sur la forme qu'elle devrait prendre : « L'Europe fédérale est un

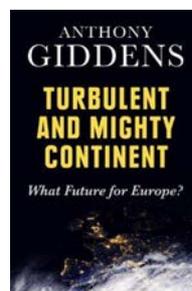
concept plutôt vague tant que l'on n'essaie pas de lui donner corps». Pour l'auteur, l'UE va devoir abandonner certaines de ses prétentions. Comme il l'explique : « L'UE n'est pas une forme pionnière de gouvernance, l'avant-garde d'un nouveau modèle de coopération transnationale qui peut être imité ». « L'Europe ne peut renoncer durablement à la puissance, y compris la puissance militaire ». Il affirme que le modèle fédéral n'est pas compatible avec l'idée selon laquelle sa particularité résiderait dans sa seule forme et que l'UE ne jouit pas d'un quelconque rôle privilégié par rapport à la paix mondiale.

L'intégration politique nécessaire, si tant est que l'euro survive et continue de se développer, ne peut s'arrêter au domaine économique ; « la politique sociale, les défis de la diversité culturelle, l'énergie et la politique étrangère restent largement l'apanage des États membres ». Une solution fédérale, soutenue par une légitimité plus grande et un renforcement du leadership au niveau de l'UE, est ainsi le seul moyen d'avancer.

Toutefois, en conclusion l'auteur envisage la possibilité de faire marche arrière et de façon assez surprenante, il passe en revue les différents scénarios de l'éclatement

de la zone euro. Il estime qu'un effondrement incontrôlé de la monnaie unique serait désastreux, alors que la sortie d'un ou deux petits États pourrait être envisagée sans que l'ensemble de l'édifice n'en souffre trop.

Néanmoins, dans les dernières phrases du livre, Anthony Giddens clarifie sa position : « Une Union plus intégrée pourrait devenir une puissance d'envergure mondiale. C'est un objectif que les pro-Européens devraient dès à présent essayer activement d'atteindre. L'UE a encore une chance non seulement d'avancer, mais aussi de corriger certaines de ses limites et contradictions passées. Et c'est dans cet esprit que je vous dis : En avant, l'Europe ! - malgré les quelque soixante-dix ans qui nous séparent, les mots de Churchill peuvent encore nous inspirer ».



1. Anthony Giddens est ancien directeur de la London School of Economics, Life Fellow au King's College à Cambridge, et membre de la Chambre des Lords britannique.
2. Anthony Giddens, *Turbulent and mighty continent. What future for Europe?*, Polity Press, 2013. À l'heure actuelle, il n'existe pas de traduction française de cet ouvrage.

Sur les mêmes thèmes...

QUEL NOUVEAU PAQUET ÉNERGIE-CLIMAT POUR L'UE ?

Sami Andoura et Stefan Bößner, *Tribune - Le Mot, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, mars 2014

TTIP : UNE NÉGOCIATION À LA PIRANDELLO

Elvire Fabry, Giorgio Garbasso et Romain Pardo, *Synthèse du séminaire d'experts organisé en novembre 2013 avec le European Policy Center, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, janvier 2014

EUROPE : COMMENT AVANCER ENSEMBLE ?

Jacques Delors, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, juillet 2013

MONTER AU FRONT POUR CONDUIRE L'EUROPE

Pascal Lamy, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, juin 2013

L'UE NON, L'EURO OUI ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE À LA CRISE (2007-2012)

Daniel Debomy, *Policy Paper No. 90, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, mars 2013

POUR UNE FÉDÉRATION EUROPÉENNE D'ÉTATS-NATIONS : LA VISION DE JACQUES DELORS REVISITÉE

Ouvrage de Gaëtane Ricard-Nihoul, *Synthèse d'ouvrage d'Yves Bertoncini, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, avril 2012

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Traduction de l'anglais : Yann Champion • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*

